



## Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. générale  
11 mai 2023  
Français  
Original : anglais

### Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

Vingt et unième session

New York, 30 mai-2 juin 2023

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

### **Mesures prises par les organismes des Nations Unies pour appliquer la décision 20/1 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud en soutenant les efforts de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire visant à renforcer la solidarité humaine et à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable dans les pays du Sud et au-delà**

**Rapport du Secrétaire général\*\***

#### *Résumé*

Le présent rapport rend compte des suites données à la décision 20/1 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud. On y trouvera un aperçu de l'appui apporté par les organismes des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire entre juin 2021 et mars 2023. Il montre par de nombreux exemples comment ces organismes ont élargi le champ et la portée de leurs initiatives en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, en fonction de leurs mandats et avantages comparatifs respectifs, afin de contribuer à relever les défis auxquels les pays du Sud doivent faire face. Il est encourageant de constater que, au cours des deux années passées, les organismes des Nations Unies ont de plus en plus institutionnalisé la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et les ont intégrées dans leurs politiques, leurs stratégies et leurs programmes, soulignant que ces modalités d'action peuvent compléter, sans les remplacer, les autres formes de coopération pour le développement. Le rapport se termine par des recommandations visant à améliorer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en renforçant les mécanismes institutionnels et les partenariats, y compris ceux qui concernent la société civile, le monde universitaire et le secteur privé.

\* SSC/21/L2/Rev.1.

\*\* Le présent rapport a été soumis pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



## I. Introduction

1. Le présent rapport, qui rend compte des suites données à la décision 20/1 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, montre clairement que les entités des Nations Unies ont continué d'intégrer l'appui à la coopération Sud-Sud dans leurs orientations et leurs plans de travail, en plus de renforcer les mécanismes institutionnels concernés. Leurs activités opérationnelles ont aidé les institutions nationales et les réseaux d'États Membres à faire progresser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et favorisé le renforcement des capacités et le transfert de technologies ; ces entités ont également levé des fonds et établi des partenariats axés sur ces mêmes objectifs. En outre, le rapport met en évidence le dynamisme renouvelé de la coopération Sud-Sud, qui se traduit par la collaboration des pays en développement face aux crises actuelles et par les mesures qu'ils prennent pour se relever de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et construire en mieux pour l'avenir. Il souligne les nombreuses initiatives Sud-Sud sur lesquelles les États Membres pourraient s'appuyer pour débattre de plans d'action plus ambitieux lors du Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023, du Sommet du Sud et du Sommet de l'avenir de 2024. Ce faisant, ils tireraient parti de l'engagement renouvelé des pays en développement en faveur de la coopération Sud-Sud et mobiliseraient les énergies à l'appui des mesures visant à éradiquer la pauvreté et à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

2. La vingtième session du Comité de haut niveau s'était tenue alors que la pandémie de COVID-19 était au centre des préoccupations, et l'accent avait été mis sur l'importance de l'interdépendance, de la solidarité, du multilatéralisme et de l'équité dans la réponse apportée à cette crise et à celle, préexistante, des changements climatiques. Ces principes demeurent actuels, non seulement en ce qui concerne la lutte contre les conséquences de la pandémie mais aussi pour combattre les inégalités économiques et l'inégalité de genre et pour régler les problèmes (inflation, pénuries alimentaire et énergétique, endettement, crise migratoire) posés par la guerre en Ukraine et les autres conflits.

3. Les effets de ces crises ont révélé le rôle important que la coopération Sud-Sud peut jouer face à la dégradation des conditions de vie de millions de personnes dans les pays du Sud. D'après les données de l'indice de pauvreté multidimensionnelle de 2022, 1,2 milliard de personnes dans 111 pays en développement vivent dans des conditions de pauvreté multidimensionnelle extrême. La moitié d'entre elles sont des enfants de moins de 18 ans<sup>1</sup>.

4. Dans un contexte difficile, les régions et pays du Sud se sont imposés comme des voix de premier plan pour la gouvernance mondiale, comme les défenseurs de nouveaux dispositifs et institutions face aux crises, et comme les promoteurs de mesures visant la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des autres objectifs de développement arrêtés au niveau international. Comme l'a rappelé la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Doha en mars 2023, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont primordiales si l'on veut aider ces pays à relever les défis mondiaux et à exécuter le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. La coopération Sud-Sud joue un rôle tout aussi important dans le soutien spécifique dont ont besoin les autres pays aux prises avec des conditions de développement

---

<sup>1</sup> Programme des Nations Unies pour le développement et Oxford Poverty and Human Development Initiative, *Global Multidimensional Poverty Index 2022: Unpacking deprivation bundles to reduce multidimensional poverty* (New York, 2022), p. 2.

difficiles, tels que les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les pays à revenu intermédiaire.

5. Le présent rapport décrit les nombreuses actions et initiatives engagées par le système des Nations Unies pour le développement dans le cadre des efforts prolongés visant à développer la solidarité multilatérale à travers la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à l'appui du Programme 2030. La section II répond à la demande d'information du Comité de haut niveau concernant l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les politiques, stratégies et plans de travail des organismes des Nations Unies. La section III est consacrée à l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les activités opérationnelles de ces organismes. La section IV montre les progrès réalisés dans l'aide apportée aux États Membres en matière de gestion de leurs réseaux et institutions et se concentre plus particulièrement sur les mesures et programmes de coopération efficaces. La section V passe en revue les initiatives engagées par les organismes des Nations Unies pour améliorer l'accès des pays en développement au numérique et aux autres technologies habilitantes. La section VI porte sur l'appui de l'ONU aux mesures de riposte à la COVID-19 et de relèvement des pays, et la section VII revient sur les défis actuels et sur les avancées concernant la mobilisation des ressources en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Enfin, la section VIII conclut le rapport en présentant les recommandations soumises à l'examen du Comité de haut niveau.

6. Les informations qui étayent le présent rapport sont fournies à titre indicatif et sans prétention à l'exhaustivité. Elles proviennent des 20 organismes des Nations Unies qui ont répondu à l'enquête menée en janvier et février 2023.

## **II. Poursuite de l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les politiques, les stratégies et les plans de travail des organismes des Nations Unies**

7. L'enquête menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud montre que, depuis la dernière période à examen, un grand nombre d'entités du système des Nations Unies pour le développement ont continué d'intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs politiques, plans et stratégies à tous les niveaux.

8. Les cinq commissions régionales de l'ONU ont soutenu des concertations politiques et fait de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire des modalités de travail essentielles. Par exemple, la Commission économique pour l'Europe les a intégrées dans ses stratégies de coopération technique et de mobilisation des ressources.

9. Le plan stratégique pour 2022-2025 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), son cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources et les indicateurs de développement connexes érigent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en stratégies fondamentales de coopération pour le développement et les intègrent dans les modalités de travail et d'évaluation des progrès appliquées par le PNUD aux niveaux mondial, régional et national.

10. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a renforcé la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en tant que modalités d'engagement et accélérateurs de résultats dans son plan stratégique pour 2022-2025 et défini à cet égard de solides indicateurs destinés à orienter la programmation par

pays. Concernant ces coopérations, sa stratégie comprend des orientations ciblées et des exigences en matière de collecte des données.

11. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé, au début de 2022, son plan de mise en œuvre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour la période 2022-2025. Ces deux types de coopération y figurent comme des modalités essentielles de réalisation pour la lutte de la FAO contre les pertes et le gaspillage de nourriture, pour ses mesures de gestion de l'eau dans les zones arides, pour l'initiative Main dans la main ou encore pour le programme quinquennal Un pays, un produit prioritaire.

12. En 2022, le Programme alimentaire mondial (PAM) a commencé à mettre à jour sa politique de 2015 en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, sur la base des recommandations formulées dans une étude indépendante de 2021. Le processus, qui inclut une enquête menée auprès de plus de 300 parties prenantes internes et une session d'information avec la participation du Conseil d'administration du PAM, s'achèvera en juin 2023.

13. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a adopté une nouvelle stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire en décembre 2021. Axée sur des partenariats renforcés dans les pays du Sud, elle vise un meilleur partage du savoir et des innovations et une plus grande participation à l'élaboration des politiques. Ses principaux dispositifs de collaboration avec les pays membres, les programmes d'options stratégiques nationales, incluent désormais systématiquement des éléments relatifs à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire qui interviennent comme mécanismes complémentaires afin d'améliorer les plans nationaux de développement.

14. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) consacre un volet de son plan stratégique à moyen terme (2022-2026) à la coopération horizontale entre États Membres, qu'il s'agit de favoriser et de renforcer, ainsi qu'aux mesures améliorant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. La Division de la coordination du Plan d'action de l'OMPI pour le développement assure la mise en œuvre et le suivi des activités de coopération.

15. Au début de 2022, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) s'est dotée d'un bureau de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire chargé de diriger, de coordonner et d'appuyer les efforts déployés dans ce domaine. Le Bureau est placé sous la direction du Directeur général ou de la Directrice générale et du Chef de cabinet.

16. L'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) a continué de soutenir sa stratégie pour la coopération entre les pays aux fins du développement sanitaire, qui renforce la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire aux niveaux national et sous-régional en augmentant les ressources du mécanisme de financement connexe.

17. En 2022, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a érigé la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en composantes essentielles de son mandat et de son orientation stratégique. Elle reconnaît que la majorité des flux migratoires se produisent entre pays du Sud, et sa stratégie pour le Pacifique (2022-2026) insiste sur la nécessité d'améliorer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, de promouvoir l'échange de connaissances et de mieux harmoniser les politiques dans cette région, notamment en ce qui concerne les aspects transnationaux de la mobilité humaine liés aux changements climatiques et aux catastrophes.

18. Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe a recommandé au président de son groupe de soutien que la coopération Sud-Sud et

triangulaire fasse partie des priorités de son mandat. Une décision en ce sens a été prise en 2021, elle est actuellement en vigueur.

19. Le cadre stratégique (2022-2025) du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud est maintenant mis en œuvre à travers des programmes de travail axés sur trois objectifs interdépendants : a) promouvoir l'élaboration et l'exécution de politiques de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ; b) renforcer la capacité des entités des Nations Unies de fournir un appui aux pays en développement en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ; c) donner aux pays en développement les moyens de mettre en œuvre le Programme 2030 en tirant parti de l'échange de connaissances et du renforcement des capacités dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et en facilitant la mise au point et le transfert de nouvelles technologies.

20. En lien avec le Bureau de la coordination des activités de développement, les commissions régionales et le mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud est sur le point de définir les orientations relatives à la mise en œuvre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies, à l'intention des équipes de pays et des plateformes de collaboration régionale, des commissions régionales et des bureaux régionaux des entités et programmes de l'ONU. L'objectif est d'appuyer l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les analyses communes de pays et les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, sous la direction des coordonnateurs et coordonnatrices résidents.

21. Si le processus d'élaboration n'est pas encore achevé, les entités des Nations Unies suivent déjà les orientations, ce qui leur permet de faire cadrer les descriptifs de programmes de pays avec la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies. De la même manière, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud travaille avec les commissions régionales et le Groupe des Amis des examens nationaux volontaires à la rédaction d'un manuel d'aide à la documentation des examens nationaux volontaires soumis au forum politique de haut niveau pour le développement durable. Ce manuel présentera notamment des directives concernant l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la préparation des examens.

22. Pendant la période considérée, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a coordonné, en collaboration avec le Bureau de la coordination des activités de développement, la mise en œuvre, par le mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies. Il a également mis au point des indicateurs permettant d'évaluer l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les activités des équipes de pays et les a ajoutés aux indicateurs communs de produits du Groupe des Nations Unies pour le développement durable. En outre, afin de mieux suivre le déploiement de la stratégie, il a encore rationalisé la collecte des données assurée par les dispositifs existants tels que les enquêtes du Département des affaires économiques et sociales, menées dans le cadre des examens quadriennaux complets auprès des administrations des pays partenaires, des entités des Nations Unies et des coordonnateurs et coordonnatrices résidents.

23. La plupart des entités des Nations Unies mentionnent explicitement des indicateurs ou des activités liés à la coopération Sud-Sud et à la coopération

triangulaire dans leurs descriptifs de programme de pays. Par exemple, le PNUD a introduit un marqueur de coopération Sud-Sud dans ses systèmes d'établissement de rapports ; ainsi, en 2021, 80 % des descriptifs de programme de pays mentionnaient des activités axées sur ces coopérations. De la même manière, le FNUAP dispose d'un bureau spécialisé dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, ainsi que de responsables de la coordination dans ses bureaux régionaux et dans certains bureaux de pays. Son système de planification et de programmation est désormais capable de recueillir des données sur les activités et les dépenses programmatiques prévues en lien avec les coopérations, et ce dans tous les bureaux. En conséquence, 57 % des descriptifs de programme de pays mentionnent actuellement ce type d'activités. C'est également le cas de 75 des 128 descriptifs de programme de pays du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de 64 % des rapports annuels de ses antennes<sup>2</sup>.

24. Dans tous les plans stratégiques de pays du PAM approuvés sur la période 2021-2022, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire font partie des principales modalités de collaboration. Le PAM a fixé des cibles précises concernant certains domaines relatifs aux objectifs de développement durable, notamment la protection sociale, la nutrition, l'alimentation scolaire, le soutien aux petites exploitations agricoles et la préparation aux situations d'urgence. Il a ainsi créé des pôles d'excellence dans plusieurs pays et les a développés afin qu'ils appliquent une méthodologie de l'échange en ligne pour les activités de coopération. Initialement consacrée aux restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID-19, cette méthodologie a ensuite été appliquée à d'autres problématiques prioritaires. En 2022, les investissements du PAM dans les capacités internes en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ont atteint un niveau suffisant pour transformer la petite équipe spécialisée en un groupe à part entière composé de dix personnes. Ce groupe oriente et coordonne les travaux du PAM dans le domaine des coopérations. Il donne aussi des directives au réseau des responsables de la coopération Sud-Sud répartis dans 11 unités techniques du siège et dans les 6 bureaux régionaux.

25. Le FIDA et l'ONUDI ont élaboré des lignes directrices concernant l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les descriptifs de programme de pays et les procédures opérationnelles. Vingt-sept programmes de pays du FIDA citent des activités liées aux coopérations, qu'elles soient programmées ou mises en œuvre. L'ONUDI a adapté sa stratégie opérationnelle interne en matière de coopération industrielle Sud-Sud et de coopération triangulaire et amélioré son mécanisme interne d'établissement de rapports sur les projets y relatifs. Ainsi, sept descriptifs de programme de pays en vigueur et trois programmes de partenariat pays incorporent désormais pleinement les composantes relatives aux coopérations.

26. La FAO, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont veillé à ce que leurs descriptifs de programme de pays reprennent les grandes lignes de la stratégie systémique de coopération, tandis que d'autres, comme l'UNICEF et l'Union internationale des télécommunications (UIT), sont en train de remanier leurs documents d'orientation dans ce sens.

27. L'OPS a rapporté que 22 entités régionales, sous-régionales et nationales avaient intégré la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs plans opérationnels de 2021-2022. Dans les bureaux de pays et programmes sous-

<sup>2</sup> Les données relatives aux entités des Nations Unies proviennent d'une enquête menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud en janvier et février 2023.

régionaux, des responsables ont été chargés de faciliter et de coordonner l'échange d'informations connexes.

28. Pour faire suite à la décision 20/1 du Comité de haut niveau et conformément à la stratégie systémique, la nouvelle Directrice du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud collaborera étroitement avec le système des Nations Unies pour le développement en vue de mettre en œuvre la stratégie. Le mandat de la Directrice inclut les fonctions d'Envoyée du Secrétaire général pour la coopération Sud-Sud.

### **III. Poursuite de l'appui apporté au titre des programmes par les organismes des Nations Unies aux activités des États Membres relatives à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire**

29. Le soutien apporté au titre des programmes de l'ONU au dialogue politique des États Membres, au développement de leurs capacités, à la promotion et à d'autres initiatives liées à la coopération Sud-Sud a également acquis un caractère plus systématique.

30. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a organisé 442 manifestations de partage des connaissances qui ont rassemblé un large éventail de parties prenantes originaires des pays en développement et ont permis de mettre en avant les solutions locales et les bonnes pratiques des pays du Sud visant à accélérer une réalisation inclusive, résiliente et durable du Programme 2030. La CESAP a aussi créé un service d'assistance à la réalisation des objectifs de développement durable pour aider les États Membres de la région Asie-Pacifique à élaborer des stratégies, des méthodes, des outils et des mécanismes institutionnels efficaces du point de vue de l'application du Programme 2030. Ce service sert de principal appui aux États Membres dans des domaines primordiaux comme l'intégration des trois piliers du développement durable, la participation des parties prenantes et la mise en place de mécanismes efficaces de suivi et d'examen.

31. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a organisé 50 manifestations de partage des connaissances avec des composantes intégrées de coopération Sud-Sud. La Plateforme de collaboration régionale des pays arabes et ses coalitions thématiques ont organisé 4 manifestations de haut niveau, 16 manifestations conjointes de sensibilisation et 14 manifestations de renforcement des capacités en 2021.

32. En 2022, l'UNICEF en Chine a coorganisé 13 dialogues politiques et manifestations sur la coopération internationale en lien avec diverses problématiques (développement et les enfants, les changements climatiques et la participation des jeunes, la réduction des risques de catastrophe, et l'eau, l'assainissement et l'hygiène). Avec le Ministère chinois de la gestion des urgences, il a organisé une manifestation dans le cadre de la Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe, tenue en Australie, qui a été l'occasion de lancer le pôle d'innovation et de technologie pour la coopération Sud-Sud et la réduction des risques de catastrophe. De la même manière, après que les autorités du Burundi, de l'Eswatini, de l'Éthiopie, de Madagascar, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie et du Rwanda ont adressé des demandes officielles de coopération avec le Brésil, l'UNICEF au Brésil et le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et australe ont soutenu l'envoi d'une mission technique dans ce pays. Accueillie par l'Agence brésilienne de coopération, elle a permis d'améliorer la compréhension de l'expérience brésilienne en matière de gestion de l'eau et d'assainissement. Des



domaines de coopération ont été définis, tels que la gestion des réseaux simplifiés d'assainissement et des déchets solides et la réglementation connexe.

33. Dans le domaine du recensement de la population, le FNUAP a facilité des transferts de technologies entre pays africains et entre l'Afrique et l'Amérique latine. En plus de renforcer les capacités des organismes nationaux spécialisés, cela a permis de réduire le coût des campagnes de recensement. En outre, le FNUAP a aidé l'organisation intergouvernementale des Partenaires dans le domaine de la population et du développement à promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et il a renforcé les cadres légaux et les capacités des coordonnateurs et coordonnatrices de ses pays partenaires. À cet égard, il a aidé 27 États membres de cette organisation à revoir leurs activités inscrites dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et consacrées aux populations, au développement et à la santé reproductive au niveau national.

34. En 2022, l'ONUDI a exécuté 203 projets dont les modalités de mise en œuvre incluaient une composante de coopération Sud-Sud ou de coopération triangulaire. En outre, elle a signé avec le Ministère chinois du commerce un nouvel accord portant sur une initiative qui vise à renforcer les partenariats industriels entre pays du Sud en améliorant les services de l'ONUDI en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Cet accord doit permettre à l'ONUDI de nouer des partenariats, de mobiliser des ressources et de soutenir ses États membres dans le cadre de la coopération industrielle Sud-Sud et triangulaire. De manière générale, l'ONUDI continue de mettre l'accent sur le renforcement des capacités par l'intermédiaire de son Centre pour la coopération industrielle Sud-Sud.

35. En 2022, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a soutenu un grand nombre de pays du Sud par le biais d'une série d'initiatives et de projets qui mobilisaient divers aspects de la coopération Sud-Sud, cruciale pour la CNUCED. Par exemple, celle-ci a secondé l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) dans le lancement d'un portail en ligne d'aide à l'investissement, qui présente toutes les informations relatives aux mesures connexes en vigueur dans les États membres de l'ASEAN. La CNUCED a aussi participé à un groupe de travail qui accompagnait l'Union africaine et le secrétariat de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine dans l'élaboration du protocole sur les investissements de l'Accord. Par ailleurs, elle a continué de soutenir le système global de préférences commerciales entre pays en développement, en vue de renforcer les échanges Sud-Sud. Elle a soutenu la mise au point d'une évaluation de la préparation au commerce électronique et d'une stratégie relative au commerce électronique pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. En Afrique et dans les États arabes, son initiative eTrade for Women a permis à des entrepreneuses du secteur numérique d'assister à des ateliers de développement des compétences commerciales et managériales et facilité l'accès aux responsables politiques en favorisant le dialogue.

36. En 2022, le PNUD a continué d'approfondir son aide aux initiatives intrarégionales et interrégionales de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans divers secteurs de développement. Par exemple, en Jordanie, au Liban et au Soudan, le Bureau régional pour les États arabes a lancé un projet de pérennisation de la paix par la médiation qui crée un réseau de responsables internes pour l'apprentissage entre pairs et le partage de connaissances. Son projet régional contre la corruption et pour l'intégrité dans les pays arabes a facilité la mise en place de 10 dispositifs d'échanges Sud-Sud entre 7 États arabes. Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique a amélioré les capacités humaines et technologiques de préparation aux catastrophes dans les pays insulaires du Pacifique, l'accent étant mis sur les services météorologiques et hydrologiques nationaux. Cela a rendu sept pays



plus résilients face aux risques de catastrophe et aux conséquences des changements climatiques.

37. En 2022, l'OMPI a convié des spécialistes à une table ronde sur les moyens d'encourager la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en lien avec son plan d'action pour le développement. À cette occasion, des bénéficiaires et des soutiens des différents projets de développement prévus ont partagé leurs retours d'expérience et leur savoir-faire afin de susciter des initiatives dans le domaine de la propriété intellectuelle. Les Centres d'appui à la technologie et à l'innovation de l'OMPI ont continué d'aider les spécialistes de la recherche et de l'innovation des pays en développement à accéder à une information technologique locale de qualité, à des services, à des programmes et à des ressources de formation qui les aident à mieux comprendre les enjeux autour de la propriété intellectuelle et à utiliser les outils connexes dans leur domaine. À ce jour, plus de 1 200 Centres ont ouvert.

38. En 2022, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a continué de renforcer les capacités de ses trois catégories de mandants pour promouvoir l'accès au travail décent en utilisant les mécanismes de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au Brésil, en Chine, en Inde, au Panama et dans d'autres pays. Depuis 2020, l'OIT a lancé 70 projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire couvrant 85 pays et des activités mondiales dans 5 régions. Il s'agit de projets promouvant les échanges entre pairs dans des domaines comme les services à l'emploi, la migration, l'autonomisation économique des femmes, les politiques d'emploi, la lutte contre le travail des enfants, les emplois verts, la sécurité et l'hygiène au travail, le tourisme durable et la réduction des risques de catastrophe.

39. En 2022, les neuf programmes d'options stratégiques adoptés par le FIDA incluaient un volet consacré à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire et recensaient les domaines potentiels de collaboration et les éventuels partenaires. Par ailleurs, le FIDA a défini trois stratégies principales visant à promouvoir l'échange de connaissances et de pratiques entre pays membres en développement. La première concerne les manifestations et plateformes mondiales et régionales de partage des connaissances. La deuxième prévoit que des responsables nationaux et locaux participent à des visites d'apprentissage et à des échanges à l'étranger. La troisième porte sur le renforcement des capacités et la formation au niveau des projets. En 2022, plus de 100 activités d'échanges ont été organisées dans le cadre des coopérations, permettant à plus de 1 200 bénéficiaires directs de partager leurs connaissances et leurs retours d'expérience.

40. En 2022, ONU-Habitat a accéléré la mise en œuvre de son projet intégré mondial, financé par l'Agence brésilienne de coopération, qui promeut une urbanisation durable grâce à la coopération trilatérale Sud-Sud. Le projet concerne différents pays à revenu intermédiaire ou faible d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, comme l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), Cabo Verde, la Colombie, l'Équateur, l'Éthiopie, le Mozambique, le Paraguay, Sao Tomé-et-Principe et le Sénégal. Axée sur la demande, la stratégie adoptée ouvre des perspectives dans les pays concernés, principalement pour les administrations municipales, les organisations de la société civile et la population des villes.

41. L'OPS a promu l'échange de connaissances et de techniques dans la troisième édition de son livret de formation intitulé « Transitioning to complex risk management and resilient urban futures: harnessing South-South cooperation and learning from COVID-19 » (Vers une gestion complexe du risque et une ville d'avenir résiliente : utiliser la coopération Sud-Sud et les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19), fruit de la collaboration entre le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'OPS. Plus de 1 300

personnes ont suivi la formation, qui demeure accessible sur le site Internet OpenWHO. En 2022, 15 bonnes pratiques soutenues par l'OPS ont fait l'objet de deux publications, dont l'une, associant les efforts du FNUAP, de l'UNICEF, de l'OPS et du Bureau pour la coopération Sud-Sud, était consacrée à l'objectif de développement durable n° 3.

42. Par l'intermédiaire du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a continué d'aider à renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en son sein, en s'appuyant sur les capacités et les fonctions du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU. En 2022, la Commission de consolidation de la paix a joué un rôle décisif dans la facilitation des échanges de bonnes pratiques dans les pays du Sud et du Nord touchés par des conflits. À l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud de 2022, le Département et le PNUD ont organisé une manifestation conjointe sur le recours à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire au service du développement durable et d'une paix pérenne. Il s'agissait de montrer la valeur ajoutée de ces coopérations, en matière de consolidation de la paix, en prenant exemple sur les initiatives mises en œuvre par les pays du Sud en Inde et en Sierra Leone.

43. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et le PNUD se sont associés dans un programme de développement local inclusif et équitable pour aider le conseil du district de Kakonko, en République-Unie de Tanzanie, à mettre en place un marché transfrontalier qui offre un espace sécurisé aux femmes burundaises et tanzaniennes désireuses de commercer et d'échanger des idées. Cela a contribué à améliorer les moyens d'existence et la sécurité de ces femmes, à libérer leur esprit d'initiative et à promouvoir la coopération économique.

44. En partenariat avec le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et d'autres entités des Nations Unies, le Bureau pour la coopération Sud-Sud a publié un rapport qui recense 50 bonnes pratiques des petits États insulaires en développement en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Les deux bureaux se sont également associés au Fonds d'équipement des Nations Unies et au Fonds du Qatar pour le développement pour mettre en évidence les bonnes pratiques axées sur les priorités du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans ces pays. En outre, le Bureau pour la coopération Sud-Sud a travaillé avec le PNUD à la codification de plus de 50 bonnes pratiques africaines en matière de coopération Sud-Sud<sup>3</sup>. De la sorte, il a facilité et encouragé l'apprentissage entre pairs et les efforts des pays du Sud visant à relever les défis du développement et à renforcer la résilience.

---

<sup>3</sup> PNUD, FENU et Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development in Small Island Developing States: Advancing the SAMOA Pathway and Achieving Sustainable Recovery* (PNUD, 2021) ; PNUD, FENU et Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, *Good Practices in South-South Cooperation in Least Developed Countries: from the Istanbul Programme of Action to Achieving Sustainable and Resilient Development* (2022).

## IV. Appui aux réseaux et institutions du Sud

45. L'une des recommandations les plus importantes du Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud préconise la mise en place d'institutions nationales et régionales chargées de la gestion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ou le renforcement de celles qui existent. En l'absence de telles institutions pouvant améliorer la prestation des services publics et répondre à d'autres besoins, de nombreux plans d'action prometteurs ne sauraient produire les effets escomptés. Les problèmes posés par la pandémie de COVID-19 ont incité les entités des Nations Unies à concevoir et à mettre en œuvre des initiatives innovantes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire par le biais des réseaux en ligne, des plateformes de partage des connaissances, de l'apprentissage à distance et de la formation virtuelle.

46. Galaxie Sud-Sud, plateforme mondiale à l'échelle du système des Nations Unies, recensait plus de 550 institutions inscrites à la fin de 2022, soit 24 % de plus qu'en 2021. Cette plateforme consacrée au partage des connaissances et à la négociation des partenariats dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire comprend un répertoire numérique de plus de 900 bonnes pratiques en la matière, touchant tous les objectifs de développement durable ainsi que les mesures de lutte contre la pandémie. Ces bonnes pratiques illustrent la manière dont les coopérations permettent de relever les défis du développement local grâce à des échanges de connaissances entre pairs dans différents domaines et différentes zones géographiques.

47. Le PNUD a accompagné des pays dans des domaines clefs, en les aidant notamment à créer un environnement favorable à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire aux niveaux national et régional, par l'intermédiaire de ses centres régionaux et de ses bureaux de pays, et à mettre en place un réseau Sud-Sud de solutions de développement et d'échange. Il a publié les orientations de ses bureaux de pays pour l'élaboration de stratégies nationales de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Ces orientations ont pour but de guider le personnel du PNUD qui aide les institutions nationales à élaborer et mettre en œuvre des politiques de coopération Sud-Sud conformément au Document final de Buenos Aires et à renforcer les écosystèmes y relatifs. Le centre de financement du PNUD pour l'Afrique a fait débattre plus de 300 spécialistes venues de 52 pays africains sur la question des cadres de financement nationaux intégrés. La mise en commun des idées a abouti à l'adoption de 20 plans d'action gouvernementaux portant sur les cadres de financement, la budgétisation des objectifs de développement durable et la gestion des finances publiques, et les futurs échanges Sud-Sud sur la question des réformes des cadres de financement ont été planifiés.

48. Le FENU a utilisé l'alliance « Better Than Cash » (Mieux que de l'argent liquide) pour encourager les États Membres à promouvoir activement la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, en mettant en place une plateforme qui favorise l'apprentissage transnational du passage aux modes de paiement numériques pour les services publics de base, qui multiplie les possibilités de développement économique local et les moyens d'en tirer parti, qui favorise l'accès au financement de l'action climatique et qui promeut des méthodes d'inclusion financière régionales et favorables au développement des marchés faibles<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Des informations complémentaires sur l'alliance « Better Than Cash » sont disponibles à l'adresse suivante : [www.betterthancash.org](http://www.betterthancash.org).

49. La FAO a apporté son concours au développement des capacités individuelles et organisationnelles, essentiellement concernant l'élaboration, la mise en œuvre, la coordination et l'intensification des programmes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour la réalisation des objectifs de développement nationaux. Par exemple, elle s'est associée à la Chine et aux Pays-Bas (Royaume des) autour d'un projet visant à améliorer les capacités d'analyse, de recherche et de formation des partenaires chinois en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

50. Le FIDA a octroyé un don de 1 million de dollars au Gouvernement marocain afin qu'il mette en œuvre un programme de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et qu'il joue un rôle moteur en partageant son savoir-faire avec d'autres pays d'Afrique. Ce don a servi à promouvoir les mesures, à développer la chaîne de valeur et à faire adopter le concept de pôle de croissance agricole<sup>5</sup> en Côte d'Ivoire et à Madagascar. Le FIDA a dégagé un financement permettant de tirer parti du centre d'excellence de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire situé à Ifrane, au Maroc, et de faire bénéficier d'autres pays, notamment le Burkina Faso et le Niger, du succès obtenu à Madagascar.

51. Le Bureau pour la coopération Sud-Sud a collaboré avec l'Organisation internationale de la Francophonie pour favoriser les perspectives économiques dans l'agriculture. Dans ce cadre, il a facilité les échanges entre entreprises agricoles d'Afrique et d'autres régions du Sud en se concentrant sur les secteurs du coton, du textile et de la noix de cajou (production, conditionnement, exportation, fixation des prix). En partenariat avec l'Agence de développement de l'Union africaine et son programme pour l'avenir des zones rurales, le Bureau a apporté un soutien technique et financier au troisième Forum sur le développement rural de l'Afrique (2022), ce qui a permis de lancer la stratégie opérationnelle d'exécution du Plan d'action pour la mise en œuvre des politiques de transformation rurale en Afrique et de partager les enseignements tirés de la coopération Sud-Sud.

52. La onzième Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud s'est tenue à Bangkok du 12 au 14 septembre 2022. Coorganisée par le Gouvernement thaïlandais, la CESAP et le Bureau pour la coopération Sud-Sud, il s'est déroulé sous une forme hybride, propice à des modes de partage des connaissances innovants, à l'initiative des pays du Sud. Les représentantes et les représentants de plus de 30 entités des Nations Unies, d'autres organisations multilatérales, de 150 gouvernements, d'institutions de la société civile, du secteur privé et du monde universitaire ont présenté des solutions et des projets basés sur des faits probants, qui sont mis en œuvre pour lutter contre les répercussions négatives de la pandémie de COVID-19 ou dans le cadre de l'exécution du Programme 2030. Plus de 4 000 acteurs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire ont participé aux manifestations, sur place ou en ligne, et l'Exposition a touché plus de 1,5 million de personnes par le biais des médias sociaux.

53. Tant dans le Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud que dans la décision 20/1 adoptée par le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud à sa vingtième session, les États ont insisté sur la nécessité de documenter les effets de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et encouragé les projets de collecte d'informations et de données. En outre, au paragraphe 12 de sa résolution [77/185](#) sur

---

<sup>5</sup> Les pôles de croissance agricoles (ou agropoles) sont des zones agricoles exploitées par des personnes formées, qui sont notamment desservies par des routes, les réseaux électriques et les systèmes d'irrigation. Pour des informations complémentaires, voir : Francine Picard, Mohamed Coulibaly et Carin Smaller, « The rise of agricultural growth poles in Africa », Investment in Agriculture Policy, note n° 6 (International Institute for Sustainable Development, 2017).

la coopération Sud-Sud, l'Assemblée générale se félicite de l'établissement d'un premier cadre conceptuel concernant la mesure de la coopération Sud-Sud.

54. À sa cinquante-troisième session, la Commission de statistique a adopté l'indicateur 17.3.1 relatif aux objectifs de développement durable (Ressources financières supplémentaires de diverses provenances mobilisées en faveur des pays en développement), pour lequel le cadre conceptuel constitue une source d'informations<sup>6</sup>. Un cadre conceptuel volontaire de mesure de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire a ainsi pu être mis en place. Coresponsable de l'indicateur avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, la CNUCED a demandé à coordonner les travaux relatifs au cadre dirigés par les pays du Sud et basés sur des mécanismes nationaux, y compris concernant l'établissement de rapports mondiaux et le renforcement des capacités. L'objectif est de partager les ressources et l'expérience et de stimuler le dialogue, et ainsi de donner aux pays du Sud les moyens d'éclairer avec leurs propres données les débats et les décisions portant sur l'aide au développement et de leur permettre de mobiliser des ressources en vue du relèvement après la pandémie et de la réalisation du Programme 2030. La CNUCED a également collaboré avec le Bureau pour la coopération Sud-Sud et la Commission de statistique afin de créer un mécanisme de communication des données spécifique à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

## **V. Soutien visant à faciliter l'accès des pays en développement au numérique et aux autres technologies habilitantes**

55. Associées à d'autres technologies de l'information, les technologies numériques et mobiles ont commencé à transformer en profondeur le développement mondial, ouvrant la voie à une refonte des institutions et à une croissance inclusive. Bien que la transition numérique comporte des risques tels que la propagation d'informations fausses et trompeuses, les États, les entreprises et les personnes se rendent de plus en plus compte qu'elle peut aussi améliorer la fourniture de services (éducation, santé, information institutionnelle de tous types, etc.) et leur accès inclusif pour nombre de groupes marginalisés (jeunes, femmes, enfants et autres personnes laissées pour compte).

56. Certains organismes des Nations Unies relèvent le défi de la transition numérique en mettant en place des programmes et des stratégies recourant aux plateformes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Celles-ci peuvent jouer un rôle important dans la mobilisation des ressources nationales et internationales nécessaires et stimuler le renforcement des capacités et le partage des connaissances, à l'image de ce qui s'est produit durant la pandémie de COVID-19.

57. La Commission économique pour l'Afrique soutient la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) en déployant des mesures qui visent à promouvoir l'attribution d'une identité numérique à l'ensemble de la population du continent pour que tous et toutes puissent accéder aux services économiques et sociaux, à généraliser le recours au numérique dans les échanges commerciaux et à accélérer la dématérialisation devant l'importance croissante prise par les flux d'information dans l'économie mondiale.

58. L'UNESCO a aidé les pays en développement à faire face à la pandémie de COVID-19 et à s'en relever en promouvant la coopération Sud-Sud dans le secteur de l'éducation, ce qui a permis de mettre plus facilement en place l'apprentissage à

<sup>6</sup> CNUCED, webinaire Measuring South-South cooperation in the context of SDG indicator 17.3.1 (Mesurer la coopération Sud-Sud en lien avec l'indicateur 17.3.1), 19 juillet 2022.

distance et les salles de classe intelligentes. Ses projets en la matière ont été menés avec le concours du Centre international de recherche et de formation pour l'éducation rurale de l'UNESCO à Beijing, de l'Institut d'apprentissage intelligent de la Beijing Normal University, de l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation et de l'Institut international d'éducation en ligne.

59. La Stratégie numérique du PNUD pour la période 2022-2025 présente l'approche adoptée en matière d'appui à la transition numérique dans les pays du Sud. Elle souligne le rôle du PNUD à l'égard des secteurs public et privé et en tant qu'ardent défenseur des biens publics et des écosystèmes numériques inclusifs. Le PNUD organise des débats sur le déploiement mondial du numérique tout en rassemblant et en exploitant les informations qu'il tire de sa présence dans les pays du Sud. Par exemple, au Bangladesh, il soutient le programme *Aspire to Innovate* dont la composante de coopération Sud-Sud doit permettre de partager avec d'autres pays du Sud les solutions numériques innovantes appliquées aux services publics. Il rend plus efficace la coopération en mettant en relation des acteurs intéressés par le partage des connaissances, l'apprentissage entre pairs, le renforcement des capacités, la coopération technique et le transfert de technologies. C'est ainsi que le portail national, la formation à l'empathie et la simplification des services ont été introduits aux Philippines, tandis que l'outil de suivi des objectifs de développement durable utilisé au Bangladesh a été adapté au Bhoutan. En outre, le concept d'usine d'enseignement, élaboré à l'Université polytechnique de Nanyang à Singapour, a été adapté au Bangladesh.

60. Au niveau des programmes, le concours organisé conjointement par l'UIT et le Bureau pour la coopération Sud-Sud est un bon exemple. Il a permis de recenser les innovations numériques grâce auxquelles les pays, les sociétés, les communautés et les institutions du Sud peuvent remédier aux effets en cascade de la pandémie de COVID-19. Il a mis en avant la coopération Sud-Sud en reprenant ou en étendant 12 innovations en partenariat avec des acteurs des pays du Sud, et a pris fin en 2022.

## **VI. Appui de l'ONU aux mesures de riposte à la COVID-19 déployées dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire**

61. Au plus fort de la pandémie de COVID-19, les politiques et les programmes visant à prévenir la propagation de la maladie et à faciliter le relèvement étaient au cœur des concertations sur les politiques, des publications et des rencontres consacrées à la mise en commun de connaissances et de bonnes pratiques, auxquelles les organismes des Nations Unies ont pris part aux côtés des pays du Sud. Par exemple, le PNUD a assuré la direction technique des dispositifs socioéconomiques mis en place.

62. La CESAO a organisé plusieurs concertations et ateliers politiques sur les moyens de tirer parti de la gouvernance publique et de trouver des solutions novatrices pour la lutte contre la pandémie de COVID-19 dans la région des États arabes. Elle a notamment tenu une réunion de haut niveau sur le soutien aux personnes handicapées dans la région durant la pandémie. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a compilé les mesures et les politiques adoptées par les 33 pays de la région pour faire face aux effets de la pandémie. Elle a également apporté son concours à la mise en place d'une série de consultations intergouvernementales et d'études d'évaluation portant sur l'analyse des effets socioéconomiques de la COVID-19 dans chaque pays et dans des secteurs précis. En outre, elle a organisé des séminaires, des concertations et des réunions à l'occasion



desquels les gouvernements ont pu mettre en commun leurs bonnes pratiques et discuter des moyens de faire face à la pandémie et d'atteindre les objectifs de développement durable.

63. L'élaboration des plans nationaux de déploiement et de vaccination a été dirigée par l'OMS et l'UNICEF, avec l'appui des équipes de pays des Nations Unies, sous la direction générale des coordonnateurs et coordonnatrices résidents. Des efforts ont également été déployés pour que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire soient systématisées au niveau des pays dans les 121 plans d'intervention socioéconomique de l'ONU. Le PNUD a joué un rôle clef à cet égard : au cours de la seule année 2020, les projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire représentaient environ 17 % de tous ses projets liés à la COVID-19, et plus de 60 % d'entre eux concernaient le soutien aux systèmes de santé, la gestion inclusive et intégrée des crises et la gouvernance. En outre, il a publié un rapport dans lequel il souligne l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la lutte contre la COVID-19 et dans la recherche de solutions à d'autres problèmes de développement en Afrique<sup>7</sup>.

64. Soutenue par l'Union africaine et la Banque mondiale, la mise sur pied de l'Équipe spéciale africaine d'acquisition de vaccins est un bon exemple de coopération régionale africaine : les États membres de l'Union africaine ont acheté collectivement des vaccins pour préserver la santé de leurs populations, en s'appuyant sur un fonds de financement de 2 milliards de dollars fourni par la Banque africaine d'import-export. Le FIDA, par l'intermédiaire de son portail des solutions rurales, a partagé des pratiques et des expériences novatrices permettant d'atténuer les effets négatifs de la pandémie et d'accroître la résilience des systèmes agricoles et alimentaires. Plus de 60 solutions étaient accessibles sur la plateforme, l'objectif étant de faciliter la mise en commun des connaissances et les contributions futures à la lutte contre la COVID-19. Le Mécanisme Chine-FIDA de coopération Sud-Sud et triangulaire a dégagé 4 millions de dollars en guise d'aide à l'élaboration et à l'échange de solutions, d'approches et de méthodes novatrices pour le relèvement après la pandémie.

65. L'OMS a contribué à la création du premier centre de transfert de technologies pour la production de l'ARN messager contre la COVID-19 en Afrique du Sud. Conçue pour accroître la production de vaccins anti-COVID-19 et d'autres produits médicaux et pour les rendre accessibles au plus grand nombre, cette initiative a réuni les partenaires du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, Biovac, Afrigen Biologics and Vaccines et les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies.

66. Le Bureau pour la coopération Sud-Sud, l'Agence japonaise de coopération internationale et la Banque islamique de développement ont organisé, en collaboration avec le Gouvernement thaïlandais et la CESAP, le forum de haut niveau des directrices et directeurs généraux pour la coopération au service du développement, qui s'est tenu en septembre 2022 sur le thème : « Strengthening South-South and triangular cooperation institutional capacity and ecosystem for a sustainable and resilient future in the context of COVID-19 and other global crises » (Renforcer les capacités institutionnelles et l'écosystème de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en vue d'un avenir durable et résilient, dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et des autres crises). Lors de cette manifestation, des recommandations précises ont été formulées concernant les

---

<sup>7</sup> PNUD, *Accelerating COVID-19 Recovery through Ushikamano wa Pan-Africa: A South-South and Triangular Cooperation report* (2022).

moyens de répondre aux demandes de développement des capacités et aux priorités des pays du Sud afin de faire progresser les coopérations à tous les niveaux.

67. L'OPS a organisé, sous forme de sessions virtuelles, des échanges de bonnes pratiques et de retours d'expérience dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, en collaboration avec le FNUAP, l'UNICEF et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Les thèmes abordés concernaient la couverture sanitaire universelle, les services de santé essentiels et le renforcement des systèmes de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile.

## **VII. Mobilisation des ressources au service de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire**

68. Durant la période considérée, les entités des Nations Unies ont continué de jouer un rôle de catalyseur qui a permis d'obtenir le soutien financier d'un large éventail d'acteurs en faveur des initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

69. La dernière stratégie de mobilisation des ressources de la CESAP intègre la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en tant que principales composantes des partenariats et de la coopération pour le développement. À cet égard, la CESAP et la Chine ont collaboré dans un cadre général de financement et de coopération, le Programme de coopération Chine-CESAP<sup>8</sup>. Dans cet esprit, 23 pays en développement et pays les moins avancés de la région de l'Asie et du Pacifique ont apporté un appui financier à cinq instituts régionaux de la CESAP pour mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités et promouvoir les échanges Sud-Sud concernant la mécanisation et les machines agricoles, le transfert de technologies, l'informatique au service du développement, les données et statistiques ou encore la gestion des informations sur les catastrophes.

70. En 2020, la CESA0 a mobilisé des ressources du Fonds arabe de développement économique et social, basé au Koweït, et créé un fonds extrabudgétaire destiné à un certain nombre de projets en cours. En 2022, elle a continué de lever des ressources auprès de partenaires et de donateurs extérieurs pour soutenir les pays arabes en développement et ceux les moins avancés.

71. Le Bureau régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants dispose d'un portefeuille de projets de collaboration impliquant de nombreux partenaires donateurs stratégiques tels que la République tchèque, la Slovaquie et la Türkiye. Il s'agit d'expérimenter et de mettre en œuvre diverses formes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, y compris la mobilisation de ressources et les modèles opérationnels de partenariat avec le secteur privé.

72. À la FAO, outre les allocations issues du budget de base, d'importantes ressources financières provenant d'autres sources sont consacrées à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire grâce aux contributions volontaires. En 2021, 15 projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire de la FAO ont été financés dans 5 régions par différents partenaires bilatéraux du Sud et du Nord.

73. Le FIDA a établi 51 partenariats pour faire avancer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et plus de 10 millions de dollars d'investissements Sud-Sud ont été levés. En outre, plus de 30 ateliers de mise en commun des retours

---

<sup>8</sup> Pour de plus amples informations concernant ce programme conjoint, voir : [www.unescap.org/partners/working-with-escap/donors](http://www.unescap.org/partners/working-with-escap/donors).

d'expériences et des connaissances et de renforcement des capacités se sont tenus sur l'agriculture durable, la finance rurale, la gestion de l'eau, l'accès aux marchés et d'autres sujets. Pour renforcer les partenariats et la collaboration au niveau mondial, le FIDA a créé la Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale. Elle compte un organe chargé de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, qui se consacre non seulement à faciliter ces deux formes de coopération, mais aussi à encourager les partenariats et la mobilisation de ressources.

74. L'UNICEF a mis en œuvre 17 projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire qui ont concerné plus de 12 millions de bénéficiaires dans 17 pays d'Afrique et d'Asie et ont contribué à prévenir le décès de mères et d'enfants pendant la pandémie. Grâce au soutien de l'UNICEF en Chine, 13 projets ont été menés à bien en 2022 dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la lutte contre la pandémie de COVID-19 et des secours d'urgence.

75. L'OPS a soutenu les efforts nationaux de mobilisation des ressources ainsi que l'élaboration et l'exécution de projets financés par des mécanismes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, comme le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement ou le Fonds régional pour la coopération triangulaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, créé par l'Agence allemande de coopération internationale. Il a aussi désigné des points de contact régionaux chargés d'aider les bureaux de pays à promouvoir et à réaliser les projets de coopération.

76. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a assuré l'acquisition et l'installation de congélateurs à énergie solaire dans les Îles Marshall, par l'intermédiaire du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement. Il a acheté quelque 57 tonnes de nourriture déshydratée et 319 purificateurs d'eau, qui ont été envoyés à des pays en crise humanitaire (Belize, Cabo Verde, Gambie, Honduras, Kiribati, Liban, Madagascar, Malawi, République arabe syrienne, Suriname, Tuvalu, Ukraine, etc.). En outre, il a livré plus de 3,5 millions de doses de vaccins aux autorités de l'Angola, de la République dominicaine, d'El Salvador, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, des Maldives, du Mozambique, de Nauru et de la Trinité-et-Tobago. Par ailleurs, plus de 20 tonnes de médicaments ont été acheminées en Équateur, au Liban, à Sainte-Lucie et en Ukraine, et 8 000 tonnes de riz l'ont été au Liban et au Mozambique.

77. Par le biais du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix gère le Fonds pour la consolidation de la paix, qui soutient des projets de partage des connaissances et de l'expérience et des initiatives de développement des compétences en lien avec la consolidation de la paix au niveau régional et interrégional. Par exemple, le projet relatif à la sécurité climatique dans le Pacifique a aidé à favoriser l'échange de connaissances entre Kiribati, les Îles Marshall et Tuvalu en matière de gestion des menaces liées aux changements climatiques.

78. Le programme des Volontaires des Nations Unies a mobilisé des ressources destinées à financer le recours à 133 volontaires pour le partage de connaissances entre pays du Sud et levé des fonds en faveur d'une initiative novatrice tournée vers la santé des femmes africaines<sup>9</sup>.

79. Enfin, le Bureau pour la coopération Sud-Sud a continué à gérer le Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement, le Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim et le Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la

<sup>9</sup> Voir : [www.unv.org/unv-recruiting-africa-women-health-champions](http://www.unv.org/unv-recruiting-africa-women-health-champions).

coopération Sud-Sud. Tout en tirant parti des mécanismes de coopération Sud-Sud pour avancer dans la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable dans les pays pauvres, ces différents organismes ont soutenu l'application de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies. Ils ont aussi permis au système des Nations Unies pour le développement de soutenir, par la collaboration, la mise en œuvre d'activités de coopération Sud-Sud dans les pays du Sud. Les activités de ces fonds du Sud atteignaient 30 164 008 dollars en 2021-2022, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'exercice biennal 2019-2020. L'aide à la réalisation des objectifs de développement durable a bénéficié à 85 pays en 2021 et 2022, dont 27 pays les moins avancés, 28 petits États insulaires en développement et 10 pays en développement sans littoral. Par exemple, durant l'exercice 2021-2022, le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement a aidé 44 pays du Sud, dont 15 pays les moins avancés, 27 petits États insulaires en développement et 7 pays en développement sans littoral, dans le cadre de 49 projets. En introduisant un outil qui guide la généralisation et l'intégration de la coopération Sud-Sud, ces fonds contribuent également à renforcer les capacités en la matière pour les équipes de projet nationales, et ils promeuvent et facilitent les échanges, le partage et la formation de réseaux entre pays du Sud. Outre les projets nationaux soutenus par des fonds gérés par le Bureau de coopération Sud-Sud, deux projets mondiaux principalement axés sur le développement des capacités, le transfert de technologies et les compétences favorisent la coopération Sud-Sud entre institutions techniques, pôles d'excellence et villes. Un dispositif mis en place grâce à la coopération triangulaire bénéficie aux pays du bassin inférieur du Mékong.

## VIII. Conclusions et recommandations

80. Le présent rapport montre par de nombreux exemples comment les entités des Nations Unies ont élargi le champ et la portée de leurs initiatives en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, en fonction de leurs mandats respectifs, tant sur le plan des institutions que sur celui des projets et programmes dans différents secteurs. Il est encourageant de constater que les entités des Nations Unies continuent d'institutionnaliser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et de les intégrer à leurs politiques, à leurs stratégies, à leurs programmes et à leurs projets, afin de banaliser le recours à ces types de coopération pour le développement.

81. En 2023 et à l'approche de 2030, les difficultés posées aux pays du Sud par les risques actuels exigent que l'on sorte des sentiers battus pour trouver des moyens novateurs et inédits d'élargir les modèles et les stratégies de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Les principaux problèmes relatifs à la sécurité alimentaire, à la santé, à l'éducation pour tous et toutes, aux inégalités entre les femmes et les hommes, aux inégalités de revenus, à la fracture numérique, à l'accès à une énergie propre et abordable, à l'allègement de la dette et aux changements climatiques ne sont pas traités assez rapidement.

82. Les entités spécialisées des Nations Unies intensifieront encore leurs efforts afin d'institutionnaliser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et d'en rendre les mécanismes plus efficaces, notamment au niveau des pays, en les intégrant comme composantes de la coopération pour le développement. Toutes peuvent recourir aux dispositifs novateurs existants (mécanismes de financement, pôles d'excellence, partenariats bien définis) en faisant appel, en cas de besoin, aux orientations et au soutien du Bureau pour la coopération Sud-Sud.

83. De la même manière, l'attribution de capacités humaines et institutionnelles spécifiques rendrait plus efficace la coopération Sud-Sud au niveau national et entre les pays. L'expérience montre que cela donnerait aux pays de meilleurs moyens d'intégrer la coopération Sud-Sud dans leurs institutions, de concevoir et d'exécuter des programmes et des initiatives et d'attirer des ressources. C'est pourquoi le Secrétaire général demande aux entités du système des Nations Unies pour le développement de répondre positivement aux demandes de soutien émanant des États Membres.

84. Dans le même esprit, une meilleure concertation des efforts est nécessaire si l'on veut que les organisations de la société civile et les instituts universitaires du Sud participent à l'échange d'idées et d'approches entre les pays et à la mise en commun des ressources humaines et financières, car ces acteurs sont en première ligne du développement durable, en particulier au niveau local.

85. Par ailleurs, il faut trouver de nouveaux moyens de favoriser la participation élargie des entreprises privées du Sud à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire en tant que sources de financement, afin d'améliorer le partage de connaissances et le transfert de compétences. Et il est nécessaire de se pencher sérieusement sur la question du manque de financements en trouvant de nouveaux partenaires, au Sud comme au Nord.

86. Face aux problèmes de développement, il convient également de définir correctement les types de soutien financier et institutionnel qui emporteraient l'adhésion des administrations publiques et des entreprises privées impliquées dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Le caractère multiple des difficultés rencontrées par les pays en développement exigera un engagement prolongé en faveur du multilatéralisme et de la solidarité et un soutien continu aux pays et aux communautés qui ont le moins la possibilité de s'en sortir par leurs propres moyens.

87. Les entités des Nations Unies s'évertueront à tirer profit de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire ainsi que des modes plus traditionnels de coopération pour le développement, notamment par le biais d'une meilleure harmonisation des mesures qui permettra de remédier aux problèmes locaux en s'inspirant de situations similaires rencontrées dans d'autres pays ou régions. Les défis que le Sud doit actuellement relever exigent des mesures concertées, ambitieuses et évaluables, que les États Membres devraient articuler lors des prochains sommets mondiaux consacrés à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.